

## Fiche projet - Séjour de travail en France



### Informations générales

#### PROJET RÉALISÉ

Date de début : --

Zones d'intervention : [Afrique centrale](#), [Europe](#)

Date de fin : --

Pays d'intervention : [France](#), [République centrafricaine](#)

Localité : France

Budget : --

Financeurs régionaux : [Conseil régional Centre Val de Loire](#)

Financeurs nationaux : --

Autres financeurs : --

Secteurs d'intervention : [Appui – Conseil – Formation](#), [Gouvernance](#), [Justice - Paix](#)

Objectifs de Développement Durable



### Porteur du projet

**Association des Elus pour le Centrafrique**

Type de structure : ASSOCIATIONS, Osim

Adresse : 4 allée de Bellevue, 45430 Chécy

Pays d'intervention : [République centrafricaine](#)

Représentant : M. Théodore Toulougoussou

Secteurs d'intervention : [Croissance économique - Emploi](#), [Eau - Assainissement](#), [Justice - Paix](#)

### Publics concernés

- Les députés

- Les Présidents de la délégation (Maire)
- Les responsables des services

## Partenaires locaux

Institutions accueillantes :

### FRANCE

- Conseil régional du centre Val de Loire
- Cités Unies France
- Sénat
- Assemblée nationale
- Métropole d'Orléans
- Métropole de Toulouse
- Conseil départemental du Loiret
- Mairie de Toulouse
- Mairie de Blois
- Mairie de Saint Denis en Val
- Mairie de Chécy
- Centraider

### CENTRAFRIQUE

- Ambassade de France
- Assemblée Nationale
- Association des Maires de Centrafrique
- Groupe d'amitiés France-Centrafrique

## Objectifs du projet

- Structuration et fonctionnement des institutions
- S'inspirer de l'expertise et la technicité des collectivités et les institutions Françaises
- Appui aux textes de loi des collectivités
- Renforcement des compétences
- Acquérir les méthodes de mutualisation

## Résultats

- Mise en place de dynamique d'échanges entre l'assemblée nationale, les communes et le gouvernement Centrafricain
- Identification des fonctions clés des communes, du Sénat, l'assemblée nationale et du gouvernement
- Mise en place de réflexions sur le suivi-Evaluation : les textes législatifs des collectivités.